



**អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា**

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

**ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា  
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ**

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

**អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង**

Trial Chamber

Chambre de première instance

**ឯកសារដើម**

**ORIGINAL/ORIGINAL**

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date): 12-Aug-2014, 11:15

CMS/CFO: Sann Rada

TRANSCRIPTION  
PUBLIC

Dossier n° 002-01/19-09-2007-CETC/CPI

7 août 2014

Prononcé du jugement dans le premier procès  
dans le cadre du dossier n° 002

Devant les juges :

NIL Nonn, Président  
Silvia CARTWRIGHT  
YA Sokhan  
Jean-Marc LAVERGNE  
YOU Ottara  
THOU Mony (suppléant)  
Claudia FENZ (suppléante)

Les accusés :

NUON Chea  
KHIEU Samphan

Pour les accusés :

SON Arun  
Victor KOPPE  
KONG Sam Onn  
Anta GUISSÉ  
Arthur VERCKEN

Pour la Chambre de première instance :

Ken ROBERTS  
LIM Suy Hong  
SE Kolvuthy  
DUCH Phary  
Roger Phillips  
Matteo CRIPPA

Pour les parties civiles :

PICH Ang  
Marie GUIRAUD  
TY Srinna  
LOR Chunthy  
HONG Kimsuon  
SIN Soworn  
CHET Vanly  
KIM Mengkhy  
VEN Pov  
Christine MARTINEAU

Pour le Bureau des co-procureurs :

CHEA Leang  
Nicholas KOUMJIAN  
SENG Bungkheang  
William SMITH  
SONG Chorvoin  
Tarik ABDULHAK  
SREA Rattanak  
Vincent DE WILDE D'ESTMAEL  
Salim NAKHJAVANI

Pour la Section de l'administration judiciaire :  
SOUR Sotheavy

*Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens  
Chambre de première instance – Prononcé du jugement, dossier n° 002/01  
Affaire n° 002-01/19-09-2007-CETC/CPI  
7 août 2014*

**Tableau des intervenants**

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d'audience

Intervenants	Langue
M. le juge Président NIL NONN	Khmer

1

1 P R O C È S - V E R B A L

2 (Début de l'audience: 09h02)

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Veuillez vous asseoir.

5 Ce jeudi 7 août 2014, la Chambre de première instance des  
6 Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens va  
7 prononcer le jugement dans le dossier 002/01, le premier segment  
8 du dossier 002 en date du 19-09-2007-ECCC/TCC contre l'accusé  
9 Nuon Chea, né le 7 juillet 1926, et Khieu Samphan, né le 27  
10 juillet 1931.

11 Madame Se Kolvuthy, veuillez faire état de la présence des  
12 parties et autres personnes.

13 LE GREFFIER:

14 Monsieur le Président, la greffe constate que l'ensemble des  
15 parties sont présentes.

16 M. LE PRÉSIDENT:

17 Merci.

18 Gardes de sécurité, vous êtes priés d'accompagner les accusés  
19 dans le box des accusés, ici au prétoire.

20 (M. Khieu Samphan est amené à la barre)

21 M. Khieu Samphan, vous pouvez vous asseoir.

22 (M. Nuon Chea est amené à la barre)

23 [09.07.15]

24 Avant de prononcer le jugement, la Chambre informe les parties et  
25 l'ensemble du public que seul un résumé du jugement sera

2

1 prononcé. Dans ce résumé, la Chambre utilisera l'acronyme CETC  
2 pour désigner les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux  
3 cambodgiens.

4 Voici un résumé du jugement dans le dossier 002/01. Ceci est un  
5 résumé du jugement de la Chambre de première instance rendu dans  
6 le cadre du premier procès du dossier 002. Seul fait foi le texte  
7 complet du jugement, lequel sera rendu public en khmer, en  
8 anglais et en français immédiatement après la présente audience.

9 Le dossier 002 concerne la responsabilité de Nuon Chea et de  
10 Khieu Samphan au regard des crimes commis sur le territoire du  
11 Kampuchéa démocratique entre le 17 avril 1975 et le 6 janvier  
12 1979.

13 Au terme de l'ordonnance de clôture rendue par les cojuges  
14 d'instruction le 15 septembre 2010, qui concluait une instruction  
15 judiciaire ayant duré presque trois ans, Nuon Chea et Khieu  
16 Samphan ont été renvoyés devant la Chambre de première instance  
17 pour y être jugés.

18 [09.09.15]

19 Le dossier comportait initialement deux autres accusés, à savoir  
20 Ieng Thirith et Ieng Sary. Les poursuites engagées contre Ieng  
21 Thirith ont toutefois été suspendues et disjointes du dossier en  
22 2011, après que l'intéressée eût été déclarée inapte à être jugée  
23 en raison d'un syndrome de démence progressif dont elle est  
24 atteinte. Par ailleurs, le décès de Ieng Sary, en 2013, a  
25 entraîné l'extinction de l'action publique et de l'action civile

3

1 engagées contre lui devant les CETC.

2 Il est allégué que, durant la période allant du 17 avril 1975 au  
3 6 janvier 1979, Nuon Chea a été Secrétaire adjoint du Parti  
4 communiste du Kampuchéa – le PCK –, membre de plein droit du  
5 Comité central et du Comité permanent du PCK, Président de  
6 l'Assemblée des représentants du peuple et, occasionnellement,  
7 Premier ministre par intérim du Kampuchéa démocratique.

8 Quant à Khieu Samphan, il est allégué qu'il a exercé diverses  
9 fonctions au sein du PCK et du régime du Kampuchéa démocratique,  
10 dont celle de Président du Présidium de l'État, Président du  
11 Bureau politique 870 et membre du Comité permanent du PCK.

12 [09.11.15]

13 L'audience initiale du procès concernant le dossier 002 s'est  
14 tenue du 27 au 30 juin 2011. En septembre 2011, compte tenu de la  
15 longueur et de la complexité de la décision de renvoi ainsi que  
16 de l'âge et de l'état de santé des accusés, la Chambre de  
17 première instance a ordonné une disjonction des poursuites afin  
18 de lui permettre de juger les accusations portées contre eux dans  
19 une série de procès de portées plus restreintes. Elle a limité la  
20 portée du premier de ces procès, désigné sous l'appellation du  
21 premier procès dans le cadre du dossier 002, aux allégations  
22 concernant les crimes contre l'humanité qui auraient été commis,  
23 premièrement, lors de l'évacuation de Phnom Penh, le 17 avril  
24 1975, désignée ici sous l'appellation de phase 1 des déplacements  
25 de population, et, deuxièmement, lors des déplacements de

4

1 population opérés dans d'autres régions du Cambodge entre  
2 septembre 1975 et décembre 1977, désignés sous l'appellation de  
3 phase 2 des déplacements de population.

4 Les audiences consacrées à l'examen des éléments de preuve ont  
5 commencé le 21 novembre 2011. En octobre 2012, suite à une  
6 requête introduite par le Bureau des coprocurateurs, la Chambre de  
7 première instance a élargi la portée du premier procès dans le  
8 cadre du dossier 002 en y incluant les allégations relatives aux  
9 exécutions d'anciens fonctionnaires et soldats de la République  
10 khmère commises sur le site de Tuol Po Chrey à partir d'avril  
11 1975.

12 [09.13.28]

13 Les allégations factuelles qui forment la base des poursuites  
14 dans le cadre du premier procès du dossier 002 concernent la  
15 responsabilité des accusés au regard des crimes suivants.

16 S'agissant de l'évacuation de Phnom Penh le 17 avril 1975, ils  
17 doivent répondre des accusations concernant les crimes contre  
18 l'humanité suivants: meurtre, extermination, persécution pour  
19 motifs politiques, autres actes inhumains sous la forme de  
20 transferts forcés et autres actes inhumains sous la forme  
21 d'atteintes à la dignité humaine.

22 S'agissant des déplacements de population opérés entre septembre  
23 1975 et décembre 1977 depuis et vers les zones Centrale,  
24 Sud-Ouest, Ouest et Est ainsi qu'à l'intérieur de chacune de ces  
25 zones, ils doivent répondre des accusations concernant les crimes

5

1 contre l'humanité suivants: extermination, persécution pour  
2 motifs politiques, autres actes inhumains sous la forme de  
3 transferts forcés, autres actes inhumains sous la forme  
4 d'atteintes à la dignité humaine et autres actes inhumains sous  
5 la forme de disparitions forcées.

6 S'agissant des faits survenus sur le site de Tuol Po Chrey, ils  
7 doivent répondre des accusations concernant les crimes contre  
8 l'humanité de meurtre, extermination et persécution pour motifs  
9 politiques.

10 [09.15.25]

11 Il est reproché à chacun des accusés d'avoir commis plusieurs de  
12 ces crimes en participant à une entreprise criminelle commune  
13 dont l'objectif était de réaliser au Cambodge une révolution  
14 socialiste rapide à la faveur d'un "grand bond en avant" et de  
15 défendre le Parti contre les ennemis par tous les moyens  
16 nécessaires.

17 Il est allégué que les accusés, afin de réaliser ce projet  
18 commun, ont élaboré un certain nombre de politiques dont la mise  
19 en œuvre a résulté en la commission de nombreux crimes contre  
20 l'humanité tels que visés dans le cadre du premier procès du  
21 dossier 002, où on a impliqué la perpétration, et qu'ils étaient  
22 animés de l'intention que ces crimes soient commis. Il leur est  
23 en outre reproché d'avoir planifié, ordonné, incité à commettre,  
24 aidé et encouragé à commettre les crimes contre l'humanité  
25 susmentionnés. À titre subsidiaire, il leur est reproché d'en

6

1 être responsables en qualité de supérieurs hiérarchiques.

2 Les audiences consacrées à l'examen des éléments de preuve se  
3 sont tenues pendant 20 mois, au cours desquels la Chambre de  
4 première instance a entendu 92 personnes, à savoir 53 témoins de  
5 faits, trois experts, cinq témoins de personnalité et 31 parties  
6 civiles.

7 [09.17.02]

8 La Chambre a considéré qu'avaient été régulièrement produits au  
9 débat, après un examen contradictoire, 5 800 éléments de preuve  
10 documentaire représentant au total plus de 222 000 pages dans les  
11 trois langues officielles des CETC. Elle a également considéré  
12 comme régulièrement produites aux débats 1 124 déclarations  
13 écrites et transcriptions de dépositions de témoins et de parties  
14 civiles qui n'ont pas comparu devant elle, en lieu et place de  
15 leur déposition à l'audience.

16 Les débats consacrés à l'examen des éléments de preuve dans le  
17 cadre du dossier 002/01 ont pris fin le 23 juillet 2013. Les  
18 parties ont entendu... ont été entendues en leurs réquisitoires et  
19 plaidoiries au cours du mois d'octobre 2013.

20 Avant l'ouverture des débats consacrés à l'examen des éléments de  
21 preuve, la Chambre de première instance s'est prononcée sur de  
22 nombreuses questions préliminaires ainsi que sur certains  
23 problèmes de procédure qu'elle considérait comme susceptibles de  
24 constituer des obstacles au commencement du procès, tandis que  
25 d'autres de ces questions sont tranchées dans le présent jugement

1     au fond.

2     [09.18.22]

3     La Chambre a considéré que Nuon Chea et Khieu Samphan ont  
4     entraient bien dans le champ de la compétence personnelle des  
5     CETC et que les crimes dont ils avaient à répondre dans le cadre  
6     du dossier 002/01 relevaient bien de sa compétence d'attribution  
7     et de sa compétence dans le temps.

8     Le contexte historique.

9     À titre préliminaire, la Chambre de première instance a examiné  
10    l'évolution historique du PCK et de ses politiques, y compris la  
11    politique de déplacement forcé des habitants des villes et la  
12    prise de mesures spécifiques dirigées contre les soldats et les  
13    fonctionnaires de la République khmère. La Chambre a également  
14    examiné la situation générale qui prévalait à Phnom Penh avant  
15    l'offensive finale des Khmers rouges, laquelle a commencé en  
16    janvier 1975 et a abouti à la prise de contrôle de la ville et au  
17    déplacement forcé de tous ses habitants le 17 avril de la même  
18    année.

19    [09.19.42]

20    La Chambre de première instance a constaté que Tou Samouth, Pol  
21    Pot et Nuon Chea étaient à l'origine du processus, initié en  
22    1959, visant à créer un nouveau Parti communiste cambodgien  
23    exempt de toute influence vietnamienne, contrairement à ce qui  
24    caractérisait auparavant le Parti communiste indochinois, et  
25    fondé sur les principes du marxisme-léninisme et du centralisme

1 démocratique.

2 Le Premier Congrès du Parti s'est déroulé du 28 au 30 septembre  
3 1960. À cette occasion, les statuts du Parti ont été adoptés et  
4 les membres de ses comités dirigeants, désignés. Tou Samouth a  
5 été ainsi nommé secrétaire et Nuon Chea, secrétaire adjoint. Tous  
6 deux siégeaient au Comité permanent aux côtés de Pol Pot et Ma  
7 Mang. Les membres du Comité central ont également été désignés.  
8 Ceux-ci comprenaient, en plus des membres du Comité permanent,  
9 Ieng Sary, Keo Meas, Chong et Vorn Vet.

10 Lors du Deuxième Congrès du Parti, qui s'est tenu en février 1963  
11 et à l'occasion duquel Pol Pot a été nommé secrétaire, tandis que  
12 Nuon Chea a été confirmé dans ses fonctions de secrétaire  
13 adjoint, le principe du recours à la violence politique et  
14 révolutionnaire a été réaffirmé.

15 [09.21.05]

16 Lors du Troisième Congrès du Parti, qui s'est tenu en 1971, les  
17 lignes stratégiques arrêtées lors des deux premiers congrès ont  
18 été réitérées.

19 En 1969, l'économie du Cambodge était affaiblie et le pays  
20 entraînait dans une période d'incertitude face au risque d'être  
21 entraîné dans la guerre en cours au Vietnam en dépit de la  
22 politique officielle de neutralité adoptée par Norodom Sihanouk.  
23 À compter de 1969, sous l'effet de bombardements américains  
24 dévastateurs au Cambodge, les troupes nord-vietnamiennes ont  
25 pénétré encore plus avant à l'intérieur du territoire cambodgien,

1 entraînant de ce fait une aggravation de la crise existante.  
2 En 1970, Lon Nol, soutenu par les États-Unis, a renversé Norodom  
3 Sihanouk alors que celui-ci se trouvait à l'étranger. Norodom  
4 Sihanouk a alors créé le Front uni national du Kampuchéa, le  
5 FUNK, un mouvement politique visant à combattre ceux qui avaient  
6 fomenté sa chute du pouvoir. En mai de la même année, avec le  
7 soutien tacite du PCK, Norodom Sihanouk a formé un nouveau  
8 gouvernement en exil, le Gouvernement royal d'union nationale du  
9 Kampuchéa, ou le GRUNK, au sein duquel Khieu Samphan a été nommé  
10 vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale, des  
11 rôles qui lui ont permis d'assurer la liaison entre Norodom  
12 Sihanouk et Pol Pot. Le GRUNK était dépourvu de pouvoir réel au  
13 Cambodge, même si, à l'étranger, Norodom Sihanouk demeurait  
14 influent; c'était le PCK qui était en réalité chargé de mener la  
15 lutte armée au Cambodge.  
16 [09.23.47]  
17 Les dirigeants du Parti adhéraient strictement au principe du  
18 secret et ne révélaient pas leur identité publiquement. Ils  
19 préféraient utiliser le terme "Angkar", un terme délibérément  
20 vague et confus, propice à entretenir le secret, désignant  
21 l'entité qui dirigeait le pays et qui était perçue par les gens  
22 ordinaires comme étant détentrice d'un pouvoir absolu de contrôle  
23 sur toute la société. Ils se sont également servi de  
24 personnalités publiques telles que Khieu Samphan et Norodom  
25 Sihanouk afin de disposer d'une façade respectable pour présenter

10

1 leurs actions et leurs politiques tant à l'intérieur du pays que  
2 sur la scène internationale.

3 Avant le 17 avril 1975, les dirigeants du PCK ont élaboré et mis  
4 en œuvre les politiques qui font l'objet du dossier 002. Du fait  
5 de la disjonction des poursuites ordonnées par la Chambre de  
6 première instance, deux de ces cinq politiques entrent dans la  
7 portée du premier procès et ont été examinées de manière  
8 détaillée.

9 [09.24.52]

10 Il s'agit, premièrement, des déplacements répétés de populations  
11 depuis les villes et agglomérations vers les campagnes ainsi que  
12 des déplacements de populations d'une zone rurale à une autre. Il  
13 s'agit, deuxièmement, des mesures dirigées contre certains  
14 groupes spécifiques, et en particulier contre d'anciens soldats  
15 et fonctionnaires de la République khmère ainsi que leurs  
16 familles. Les autres politiques seront examinées de manière plus  
17 approfondie dans le cadre du deuxième procès du dossier numéro  
18 002 et, le cas échéant, dans le cadre de procès ultérieurs.

19 S'agissant des déplacements de populations, la Chambre constate  
20 qu'à partir de 1970 les Khmers rouges ont procédé à des  
21 transferts de force de la population des villages vers des zones  
22 reculées. Il existait un mode opératoire récurrent visant à  
23 procéder à des transferts de force de populations, qui a atteint  
24 son paroxysme lorsque tout le pays a été conquis et que Phnom  
25 Penh et les autres villes ont été vidées de leurs habitants.

11

1    Considérant les citoyens comme étant intrinsèquement déloyaux,  
2    les dirigeants du PCK ont estimé que ceux-ci demeureraient  
3    politiquement et idéologiquement corrompus et difficiles à  
4    contrôler s'ils étaient autorisés à rester dans les villes.

5    [09.26.30]

6    La Chambre est arrivée à la conclusion que l'évacuation des  
7    villes répondait à une double logique: il s'agissait d'empêcher  
8    les ennemis de déstabiliser les forces du PCK et d'éviter que ses  
9    cadres ne soient corrompus par les citoyens.

10    S'agissant des mesures dirigées contre certains groupes  
11    spécifiques, et bien qu'aucune directive écrite n'ait existé à ce  
12    sujet, la Chambre est arrivée à la conclusion que le PCK a adopté  
13    une politique visant à prendre des mesures dirigées contre les  
14    soldats et fonctionnaires de la République khmère.

15    La politique relative au traitement de ces soldats et  
16    fonctionnaires faits prisonniers s'est radicalisée entre 1970 et  
17    1975. Initialement, une distinction a été établie entre les  
18    soldats du régime de Lon Nol et ceux soupçonnés d'être des  
19    espions. Les soldats étaient souvent rééduqués et pardonnés,  
20    tandis que ceux soupçonnés d'être des espions étaient  
21    généralement exécutés.

22    [09.27.44]

23    Cependant, à compter des années 1972 ou 1973 environ, la  
24    probabilité que les soldats de la République khmère faits  
25    prisonniers par les forces du PCK soient pardonnés s'est

12

1 amenuisée, tandis que celle qu'ils soient exécutés devenait plus  
2 grande. L'évolution de la politique appliquée aux soldats et aux  
3 fonctionnaires s'est donc caractérisée par un recours croissant à  
4 la violence. Durant les quelques mois qui ont précédé l'offensive  
5 finale contre Phnom Penh, dans les messages diffusés à la radio,  
6 le FUNK s'est adressé aux soldats et fonctionnaires de la  
7 République khmère en adoptant un ton conciliant à leur égard, les  
8 invitant à faire défection et les informant qu'ils étaient  
9 invités à se rallier aux forces khmères rouges.

10 La Chambre considère que ces messages constituaient une tentative  
11 calculée en vue de réduire la résistance opposée à l'avancée des  
12 Khmers rouges et de donner aux soldats et fonctionnaires de la  
13 République khmère une illusion de relative sécurité.

14 [09.29.00]

15 La phase 1 des déplacements de populations.

16 La Chambre de première instance considère qu'il est établi que  
17 les forces khmères rouges qui provenaient des différentes zones  
18 du Cambodge ont attaqué Phnom Penh durant la matinée du 17 avril  
19 1975 et sont entrées dans la ville en arrivant de toutes  
20 directions. Les divisions khmères rouges ont chacune pris le  
21 contrôle de différents secteurs de la capitale.

22 Durant les premières heures ayant suivi l'entrée des Khmers  
23 rouges dans la ville, la population a fêté l'événement car elle  
24 pensait que la paix régnerait à nouveau au Cambodge. Cependant,  
25 au cours des heures suivantes, les Khmers rouges ont commencé à

13

1 ordonner aux habitants de quitter la ville immédiatement, en  
2 disant qu'il s'agissait d'une évacuation temporaire dont  
3 l'objectif était de les mettre à l'abri des bombardements  
4 américains ou de permettre à l'Angkar de sécuriser la ville.  
5 Confrontés au comportement menaçant des soldats khmers rouges,  
6 même les habitants qui n'accordaient pas foi à leurs affirmations  
7 ont quitté la ville.

8 [09.30.26]

9 Les soldats khmers rouges avaient l'ordre de forcer les gens à  
10 évacuer la ville par n'importe quel moyen. Les habitants ont été  
11 menacés et physiquement maltraités. Ceux qui n'obtempéraient pas  
12 ou opposaient de la résistance étaient abattus sur-le-champ. Sans  
13 aucune exception et en dépit de la forte chaleur qui régnait,  
14 toute la population de Phnom Penh a été contrainte de partir, y  
15 compris les moines, les personnes âgées, les enfants, les malades  
16 et les blessés qui se trouvaient dans les hôpitaux, les femmes  
17 enceintes et celles qui venaient d'accoucher.

18 La partie civile Pin Yathay a raconté que plus les évacués  
19 s'éloignaient de la capitale, plus l'épuisement faisait de  
20 nouvelles victimes parmi les malades, les blessés, les personnes  
21 âgées et les infirmes et plus ils voyaient de corps gisant sur le  
22 bas-côté de la route.

23 La partie civile Pech Srey Phal a déclaré, quant à elle, que, en  
24 arrivant à Steung Meanchey, elle-même et ceux qui  
25 l'accompagnaient ont vu des corps sans vie allongés sur des lits

14

1 d'hôpital, abandonnés au bord de la route, que, faute de pouvoir  
2 nourrir son bébé au sein et n'ayant pas d'autre lait ni de  
3 médicament à donner à son bébé, elle a été réduite à lui faire  
4 boire de l'eau, que son bébé est mort peu de temps après et  
5 qu'elle a reçu ensuite l'ordre d'enterrer son corps dans la  
6 forêt.

7 [09.32.00]

8 D'autres ont péri faute de soins médicaux adéquats. Ainsi, la  
9 fille cadette de la partie civile Bay Sophany est décédée des  
10 suites d'une dysenterie accompagnée de vomissements.

11 Le 17 avril 1975, Phnom Penh comptait approximativement de 2 à  
12 2,5 millions d'habitants. Beaucoup d'entre eux s'y étaient  
13 réfugiés pour échapper aux combats et aux bombardements qui  
14 sévissaient dans les autres régions. Après avoir reçu l'ordre de  
15 quitter la ville, les habitants se sont mis en route par tous les  
16 moyens dont ils pouvaient disposer, la plupart à pied, mais aussi  
17 à bicyclette, en charrette ou en voiture.

18 Les conditions de voyage étaient épouvantables du début à la fin,  
19 caractérisées par le manque de nourriture, d'eau, de médicaments  
20 et de lieux d'hébergement. De nombreuses personnes évacuées ont  
21 été terrorisées, menacées, ont été victimes de violence par les  
22 soldats... des soldats khmers rouges. Il y a eu de nombreux cas où  
23 les soldats khmers rouges ont tiré sur des civils ou les ont  
24 tués. De nombreuses autres personnes ont aussi succombé à  
25 l'épuisement, à la malnutrition ou à la maladie.

15

1 [09.33.32]

2 La partie civile Chheng Eng Ly a raconté avoir vu un soldat khmer  
3 rouge écarteler un nourrisson en pleurs qui rampait sur le  
4 cadavre de sa mère.

5 De nombreux évacués, dont des enfants, ont été séparés de leurs  
6 familles.

7 Les Khmers rouges ont établi des postes de contrôle le long des  
8 routes quittant Phnom Penh ainsi que dans certaines autres  
9 villes. Les gens y étaient fouillés et interrogés sur leurs  
10 antécédents, les membres de leurs familles et le travail qu'ils  
11 exerçaient à Phnom Penh. Beaucoup de personnes identifiées par  
12 les Khmers rouges comme étant d'anciens fonctionnaires ou soldats  
13 de la République khmère ont été soit arrêtés puis ont disparu,  
14 soit exécutés dans les jours qui ont suivi le 17 avril 1975.

15 Les gens évacués de Phnom Penh ont marché pendant plusieurs  
16 jours, voire plusieurs semaines, avant de s'installer dans des  
17 régions rurales situées dans tout le pays.

18 [09.34.55]

19 La Chambre de première instance est convaincue que les soldats  
20 khmers rouges ont déplacé par la force et pratiquement sans aucun  
21 préavis 2 millions de personnes au moins qui résidaient à Phnom  
22 Penh, en invoquant des prétextes fallacieux et en les menaçant,  
23 souvent au moyen d'armes à feu, dans un climat de terreur et de  
24 violence, et que, dans ces circonstances, de nombreuses personnes  
25 ont été exécutées ou ont succombé à l'épuisement, à la faim ou à

16

1 la maladie.

2 La Chambre considère comme dénuée de crédibilité la thèse de la  
3 Défense selon laquelle la ville de Phnom Penh avait été évacuée  
4 pour protéger la population des bombardements américains. Les  
5 dirigeants du PCK eux-mêmes sont venus s'installer à Phnom Penh  
6 dans les jours suivant le 17 avril 1975, dans des endroits bien  
7 en vue. Il ne semble pas, par ailleurs, qu'ils aient cherché à se  
8 prémunir de façon significative contre les bombardements, qui  
9 avaient de toute façon pris fin en 1973.

10 [09.36.18]

11 La Chambre n'accepte pas non plus que le manque de nourriture à  
12 Phnom Penh ait été la raison de l'évacuation de la population.  
13 Les militaires du PCK avaient coupé l'accès par le Mékong et  
14 bombardé l'aéroport Pochentong, alors que ces deux endroits  
15 étaient utilisés de façon intensive, avant la chute de Phnom  
16 Penh, pour approvisionner la population en nourriture. Après le  
17 17 avril 1975, les forces khmères rouges disposaient du contrôle  
18 de l'ensemble des voies de communication, y compris le Mékong,  
19 l'aéroport de Pochentong, qui était encore opérationnel, ainsi  
20 que des infrastructures, comme celle du port de Kampong Som, qui  
21 auraient pu servir à importer des vivres. Bien qu'il y avait  
22 pénurie de nourriture, les dirigeants du PCK, appliquant en cela  
23 le principe d'indépendance-souveraineté, ont refusé l'aide  
24 humanitaire étrangère à moins qu'elle ne soit accordée sans  
25 aucune condition, faisant donc qu'aucun moyen destiné à assurer

1 l'approvisionnement adéquat des habitants de Phnom Penh ne soit  
2 disponible.

3 En tout état de cause, la Chambre rejette toute suggestion à  
4 l'effet que vider presque entièrement la ville de Phnom Penh de  
5 ses habitants était nécessaire ou proportionné. La seule  
6 conclusion raisonnable que la Chambre puisse tirer est que les  
7 dirigeants ont décidé d'évacuer la population de Phnom Penh,  
8 s'appuyant en partie, en cela, sur l'expérience acquise dans  
9 d'autres régions, compte tenu des impératifs militaires,  
10 économiques et idéologiques, ainsi que pour leur permettre de  
11 pouvoir mieux contrôler la population et empêcher les ennemis de  
12 déstabiliser les forces du PCK.

13 [09.38.26]

14 La phase 2 des déplacements de population.

15 Après le 17 avril 1975, la principale stratégie du Parti a été de  
16 défendre et d'édifier le pays. Le Parti s'est attaché à  
17 construire et à développer des coopératives, tant dans le but de  
18 mener la lutte des classes par la dictature du prolétariat que  
19 dans celui d'accroître la production agricole, et ce, pour donner  
20 un fondement durable à la révolution socialiste. Pour pouvoir  
21 construire et développer ces coopératives, les populations  
22 devaient être déplacées. Les dirigeants du Parti considéraient  
23 que les déplacements de populations permettaient de surmonter les  
24 défis inhérents à l'édification et à la défense du pays ainsi  
25 qu'à la réorganisation de la population, de l'économie, de la

18

1 politique et de l'armée.

2 La Chambre de première instance est convaincue qu'entre septembre

3 1975 et le début de l'année 1977 entre 300 000 et 400 000

4 personnes au moins ont été transférées par la force depuis

5 différents endroits des provinces de Kandal, Kampong Thom,

6 Kampong Cham, Takéo, Kampong Speu, Kampong Chhnang, Prey Veng et

7 Svay Rieng - zones Centrale, Sud-Ouest, Ouest et Est -, et ce,

8 vers les provinces de: Battambang et Pursat, zone Nord-Ouest;

9 Kampong Thom, la zone Centrale; et Preah Vihear, le secteur 103.

10 [09.40.10]

11 Elle est également convaincue qu'entre septembre 1975 et décembre

12 1977 plus de 30 000 personnes ont été transférées vers Kratié,

13 secteur 505, depuis les provinces de Prey Veng et de Svay Rieng,

14 zone Est, et à l'intérieur de chacune de ces provinces, à

15 l'intérieur des provinces de Kampong Thom et Kampong Cham, zone

16 Centrale, ainsi qu'à l'intérieur de la province de Battambang,

17 zone Nord-Ouest.

18 Toutefois, la Chambre estime que les éléments de preuve produits

19 devant elle sont insuffisants pour établir au niveau de preuve

20 requis l'existence des déplacements de populations vers les

21 provinces de Siem Reap, secteur 106, et de Kampong Cham, zone

22 Centrale, ancienne zone Nord.

23 Durant la phase 2 des déplacements de populations, la plupart des

24 personnes ont reçu l'ordre de partir de l'endroit où elles se

25 trouvaient et ont été transférées sous la surveillance de gardes

19

1 armés. Les personnes qui refusaient d'être déplacées ou tentaient  
2 de fuir étaient arrêtées, détenues ou déplacées lors d'un  
3 transfert suivant. Les gardes khmers rouges ne leur ont fourni  
4 aucune aide et souvent aucune information quant à leur  
5 destination.

6 [09.41.26]

7 Les soldats et cadres khmers rouges ont procédé au transfert de  
8 la population en recourant à différentes méthodes, y compris les  
9 menaces, la force et le mensonge. Les gens étaient effrayés et  
10 vivaient sous l'emprise de la terreur, ne voulant pas désobéir  
11 aux ordres ou les contester ou étant incapables de le faire.  
12 Lors d'un arrêt momentané au marché de Samraong Yaong, le fils de  
13 la partie civile Kung Vach est décédé. Il souffrait de diarrhée,  
14 et ses membres étaient enflés. Les soldats khmers rouges ont  
15 donné l'ordre à Kung Vach d'abandonner le corps de son fils  
16 auprès d'eux. Elle ignore ce qu'ils en ont fait.

17 Les gens étaient déplacés par différents moyens. Certains étaient  
18 transportés en camion, en bateau ou en charrette à bœufs, tandis  
19 que d'autres marchaient. Les conditions de voyage variaient selon  
20 le mode de transport utilisé. Par exemple, les camions  
21 transportant les gens vers les points de rassemblement, y compris  
22 à Phnom Penh et à Kampong Chhnang, zone Ouest, étaient bondés.

23 [09.42.40]

24 Les gens étaient surveillés en permanence. Ils n'avaient pas  
25 d'eau et pas assez à manger. Ils n'étaient pas autorisés à

20

1    emporter quoi que ce soit avec eux. À bord des camions, ils  
2    étaient malades mais ne recevaient aucune assistance. Les  
3    passagers des camions étaient surveillés par des soldats khmers  
4    rouges armés qui tiraient sur quiconque tentait de s'enfuir.  
5    Beaucoup de gens étaient malades, avaient la diarrhée et devaient  
6    se soulager à bord du camion. Certaines personnes mouraient  
7    d'épuisement, de faim ou de maladie.

8    La Chambre considère que les personnes qui ont accepté de partir  
9    volontairement l'ont fait pour échapper à leurs mauvaises  
10    conditions de vie ou à la situation humanitaire catastrophique  
11    causées par les Khmers rouges. Par conséquent, tout consentement  
12    apparent à un transfert assorti de promesses et de conditions de  
13    vie meilleures ne saurait être considéré comme l'expression d'un  
14    choix véritable.

15    [09.43.58]

16    Tuol Po Chrey.

17    La Chambre est convaincue qu'immédiatement après le 17 avril 1975  
18    au moins 250 soldats et fonctionnaires du régime de Lon Nol ont  
19    été transportés de Pursat vers le site de Tuol Po Chrey puis y  
20    ont été exécutés. Les exécutions ont été perpétrées par des  
21    soldats khmers rouges de la zone Nord-Ouest, tandis que des  
22    soldats du 201e et 202e bataillon ont été chargés de monter la  
23    garde sur la route. Les victimes, parmi lesquelles se trouvaient  
24    à la fois des soldats et des fonctionnaires du régime de Lon Nol  
25    qui s'étaient rendus et ne prenaient plus activement part aux

21

1    hostilités, avaient été particulièrement ciblées, conformément à  
2    la politique du PCK. Elles ont été ensuite soit enterrées sur  
3    place, soit jetées dans un étang à l'aide d'un bulldozer envoyé  
4    par le comité de zone.

5    [09.45.12]

6    Crimes contre l'humanité.

7    La Chambre de première instance est convaincue qu'à partir du 17  
8    avril 1975 et au moins jusqu'au mois de décembre 1977, à savoir  
9    durant la période faisant l'objet du premier procès dans le cadre  
10   du dossier numéro 002, une attaque systématique et généralisée a  
11   été lancée contre la population civile du Cambodge. Cette attaque  
12   a revêtu plusieurs formes, y compris celles de transfert forcé,  
13   meurtre, extermination, disparition forcée, atteinte à la dignité  
14   humaine et persécution pour motifs politiques. Des millions de  
15   civils ont été des victimes sur tout le territoire du Cambodge,  
16   tandis qu'un grand nombre de personnes ont pris la fuite vers les  
17   pays voisins pour s'y réfugier. Cette attaque a été menée dans le  
18   cadre de la mise en œuvre de la politique et des plans du Parti  
19   visant à construire le socialisme et à défendre le pays.

20   La Chambre est convaincue que cette attaque a été généralisée  
21   tant par son ampleur géographique que par le nombre de ses  
22   victimes.

23   [09.46.34]

24   La Chambre considère également que cette attaque a été  
25   systématique, dès lors que des crimes d'une telle ampleur et

1 d'une telle magnitude n'ont pas pu être perpétrés de manière  
2 aléatoire, mais uniquement dans le cadre de la mise en œuvre de  
3 la politique du Parti.

4 La Chambre considère comme établi que cette attaque visait la  
5 population civile du Cambodge.

6 S'agissant de la phase 1 des déplacements de populations, la  
7 Chambre de première instance est parvenue à la conclusion que les  
8 crimes contre l'humanité suivants ont été perpétrés: meurtre,  
9 extermination, persécution pour motifs politiques et autres actes  
10 inhumains sous la forme de transferts forcés et d'atteintes à la  
11 dignité humaine.

12 S'agissant de la phase 2 des déplacements de populations, la  
13 Chambre de première instance est parvenue à la conclusion que les  
14 crimes contre l'humanité suivants ont été perpétrés:  
15 extermination, persécution pour motifs politiques et autres actes  
16 inhumains sous la forme de transferts forcés, de disparitions  
17 forcées et d'atteintes à la dignité humaine.

18 S'agissant des événements survenus sur le site de Tuol Po Chrey,  
19 la Chambre de première instance est parvenue à la conclusion que  
20 les exécutions décrites plus haut sont constitutives de crimes  
21 contre l'humanité de meurtre, extermination et persécution pour  
22 motifs politiques.

23 [09.48.15]

24 La commission par le biais d'une participation à une entreprise  
25 criminelle commune.

1 La Chambre de première instance constate que la décision de  
2 renvoi, dans ses limites pertinentes au regard de la portée du  
3 premier procès du numéro... du dossier 002, ne contient aucune  
4 allégation selon laquelle les accusés auraient commis, par le  
5 biais d'une participation à une entreprise criminelle commune,  
6 les crimes d'exterminations perpétrés dans le contexte des phases  
7 1 ou 2 des déplacements de populations.

8 Ce mode de participation n'a pas non plus été retenu en raison  
9 des crimes de disparition forcée perpétrés dans le contexte de la  
10 phase 2 des déplacements de populations, pas plus qu'il n'a été  
11 retenu en raison des crimes de persécution pour motifs politiques  
12 perpétrés sur le site de Tuol Po Chrey. S'agissant de ces crimes  
13 précis, la Chambre constate que les poursuites dirigées à  
14 l'encontre des accusés, telles qu'elles résultent de la décision  
15 de renvoi, ne sont pas fondées sur la participation des  
16 intéressés à une entreprise criminelle commune mais reposent sur  
17 d'autres modes de responsabilité. La participation à une  
18 entreprise criminelle commune a toutefois été retenue dans les  
19 poursuites concernant les autres crimes décrits plus haut.

20 [09.49.34]

21 La Chambre de première instance est convaincue que, durant toute  
22 la période faisant l'objet du premier procès dans le cadre du  
23 dossier numéro 002, il existait un groupe de personnes ayant eu  
24 pour projet commun de réaliser au Cambodge, par tous les moyens  
25 nécessaires, une révolution socialiste rapide à la faveur d'un

24

1 "grand bond en avant". Les participants incluait des membres du  
2 Comité permanent et du Comité central ainsi que des ministres et  
3 des secrétaires de zones, incluant au moins Pol Pot, Nuon Chea,  
4 Khieu Samphan, Ieng Sary, Son Sen, Vorn Vet, Ta Mok, So Phim, Ros  
5 Nhim, Koy Thuon, Ke Pauk, Chan Sam, Chou Chet, Ieng Thirith et  
6 Mey Prang.

7 Au vu des éléments de preuve produits devant elle, La Chambre  
8 tient pour établi que ce projet commun qui consistait à  
9 construire et défendre rapidement le pays en réalisant une  
10 révolution socialiste était fondé sur les principes du secret, de  
11 l'indépendance, de la collectivisation, ainsi que sur celui  
12 consistant à ne compter que sur ses propres forces, et a perduré  
13 au moins jusqu'en décembre 1977.

14 [09.50.55]

15 La Chambre de première instance considère qu'il existait une  
16 entreprise criminelle commune visant à réaliser le projet commun,  
17 y compris en appliquant une politique d'évacuation forcée des  
18 villes et de déplacement de populations d'une zone rurale à une  
19 autre. Les crimes perpétrés durant les phases 1 et 2 des  
20 déplacements de populations l'ont été dans le cadre de la mise en  
21 œuvre des plans et de la politique du Parti.

22 De plus, la Chambre constate que le PCK a divisé le peuple  
23 cambodgien en différentes catégories et que le Peuple nouveau, à  
24 savoir tous les citoyens transférés de force à la campagne après  
25 le 17 avril 1975, était voué à être rééduqué. Le PCK ne faisait

25

1 pas confiance aux membres du Peuple nouveau car ceux-ci étaient  
2 considérés comme des ennemis de la révolution et du système  
3 collectiviste. En outre, tous les mauvais éléments impossibles à  
4 rééduquer ainsi que tous les résidus des anciens régimes féodaux,  
5 impérialistes et capitalistes étaient voués à être éliminés.  
6 Quiconque s'opposait à la révolution était soumis à des mauvais  
7 traitements et des actes de violence. La Chambre juge en outre  
8 qu'il est justifié d'imputer ces crimes aux participants à  
9 l'entreprise criminelle commune.

10 [09.52.44]

11 La Chambre de première instance est arrivée à la conclusion que,  
12 durant la période faisant l'objet du premier procès dans le cadre  
13 du dossier numéro 002, il existait une entreprise criminelle  
14 commune visant à réaliser le projet commun, y compris en adoptant  
15 des mesures spécifiques à l'encontre des anciens soldats et  
16 fonctionnaires de la République khmère.

17 La Chambre considère que les crimes de meurtre et d'extermination  
18 perpétrés sur le site de Tuol Po Chrey l'ont été dans le cadre de  
19 la mise en œuvre des plans et de la politique du Parti et qu'ils  
20 peuvent être imputés à au moins un des participants de  
21 l'entreprise criminelle commune.

22 La Chambre va à présent présenter un résumé de ses motifs  
23 concernant la responsabilité pénale de chaque accusé.

24 Rôles et fonctions de Nuon Chea.

25 Nuon Chea, dont le nom de naissance est Lao Kim Lorn, est né le 7

1 juillet 1926, dans le village de Voat Kor, district de Sangkae,  
2 province de Battambang.

3 [09.53.46]

4 En 1941, il est parti en Thaïlande, où il a poursuivi sa  
5 scolarité et travaillé au sein du ministère thaïlandais des  
6 Finances ainsi que celui des Affaires étrangères. En 1950, il a  
7 adhéré au Parti communiste thaïlandais pour ensuite rentrer au  
8 Cambodge et rejoindre le Mouvement de résistance.

9 Il a ensuite adhéré à ce qui était à l'époque le Parti communiste  
10 indochinois. À compter de l'année 1950 environ, son activisme  
11 s'est intensifié. Il s'est alors consacré à des activités de  
12 propagande et d'éducation. À Phnom Penh, il s'est également  
13 consacré à des activités clandestines au service du Mouvement  
14 révolutionnaire en tant que membre du comité de la ville du  
15 Parti, tout en exerçant diverses professions en parallèle, comme  
16 celles d'enseignant, de vendeur ou encore d'employé d'une société  
17 d'import-export.

18 Il a été présenté à Pol Pot en 1955 ou 1956. Pol Pot et Nuon  
19 Chea, tous deux membres de ce qui était à l'époque le Parti  
20 révolutionnaire du peuple khmer, ont dans un premier temps  
21 travaillé ensemble comme assistants de Tou Samouth.

22 [09.55.11]

23 En 1960, au Premier Congrès du Parti, Nuon Chea a été désigné  
24 secrétaire adjoint, et le Parti fut renommé Parti des  
25 travailleurs du Kampuchéa. Nuon Chea a conservé ses fonctions de

1 Secrétaire adjoint du PCK durant toute la période du Kampuchéa  
2 démocratique. Il était également membre de plein droit tant du  
3 Comité central que du Comité permanent du PCK, ainsi que  
4 président du Comité permanent de l'Assemblée des représentants du  
5 peuple.

6 À partir de septembre 1976, il a à plusieurs reprises exercé  
7 officiellement les fonctions de Premier ministre par intérim du  
8 Kampuchéa démocratique, et ce, jusqu'au moment où Pol Pot a  
9 repris ses fonctions, en 1977.

10 Nuon Chea a été principalement responsable des questions de  
11 propagande ainsi que de l'éducation des paysans, des cadres et  
12 des autres membres du PCK, se focalisant sur les principes  
13 directeurs du Parti et ses politiques économiques. Les  
14 responsabilités officielles de Nuon Chea en matière de propagande  
15 et d'éducation incluaient également le contrôle du respect des  
16 règles de discipline du Parti par les cadres ainsi que d'autres  
17 questions en rapport avec la sécurité intérieure et, de manière  
18 plus générale, la situation des ennemis, qu'il fallait, selon  
19 lui, traquer et éliminer.

20 [09.56.49]

21 Sur la base des éléments de preuve produits devant elle, la  
22 Chambre considère qu'il n'est pas établi que Nuon Chea ait été  
23 membre du Comité militaire du PCK. Cependant, il ne fait aucun  
24 doute que son implication dans les questions militaires et de  
25 sécurité a été intrinsèquement liée à l'autorité dont il

1    jouissait de longue date au sein du Parti. Il a participé  
2    activement aux prises de décisions relatives aux opérations de  
3    l'armée, en particulier dans le contexte de la guerre contre le  
4    Vietnam, en recevant régulièrement des rapports et en donnant des  
5    instructions sur des questions de sécurité, que ce soit  
6    directement ou à travers le Parti dans son ensemble. Le rang  
7    élevé de Nuon Chea au sein de la direction du PCK lui conférait  
8    le pouvoir de superviser toutes les activités du Parti, y compris  
9    celles allant au-delà de ses fonctions et responsabilités dont il  
10    était officiellement investi durant la période du Kampuchéa  
11    démocratique.

12    La Chambre de première instance est convaincue qu'au sein du  
13    Comité permanent Nuon Chea partageait avec Pol Pot le pouvoir  
14    décisionnel suprême. En tant que Secrétaire adjoint du Parti, son  
15    pouvoir de contrôle ne s'étendait pas seulement à l'élaboration  
16    des décisions politiques, mais également à leur mise en œuvre à  
17    l'échelon du gouvernement, de l'administration et de l'armée du  
18    régime.

19    [09.58.15]

20    La responsabilité pénale de Nuon Chea.

21    Selon la décision de renvoi dans ses dispositions pertinentes et  
22    telles que limitées à la portée du premier procès dans le cadre  
23    du dossier numéro 002, Nuon Chea est accusé d'avoir, en tant que  
24    participant à une entreprise criminelle commune, commis les  
25    crimes contre l'humanité suivants: meurtre, persécution pour

1 motifs politique et autres actes inhumains sous la forme,  
2 notamment, de transferts forcés et d'atteintes à la dignité  
3 humaine durant la phase 1 des déplacements de populations;  
4 persécution pour motifs politiques et autres actes inhumains sous  
5 la forme, notamment, de transferts forcés et d'atteintes à la  
6 dignité humaine durant la phase 2 des déplacements de  
7 populations; meurtre et extermination, à raison des exécutions  
8 commises contre les anciens soldats et fonctionnaires de la  
9 République khmère sur le site de Tuol Po Chrey.  
10 [09.59.10]  
11 Selon la décision de renvoi, Nuon Chea a délibérément participé  
12 ou contribué à la planification et la mise en œuvre du projet  
13 commun ayant résulté en la commission de ces crimes et/ou en a  
14 impliqué la perpétration aussi bien avant que durant la période  
15 du Kampuchéa démocratique. En qualité de secrétaire-adjoint du  
16 PCK, de membre du comité militaire et de membre de plein droit du  
17 Comité central et du Comité permanent, Nuon Chea a assisté à des  
18 réunions de haut niveau au cours desquelles la politique du Parti  
19 a été définie. Il a participé à l'élaboration de documents  
20 d'orientation officiels du PCK et publiquement expliqué, approuvé  
21 et encouragé la ligne politique en prononçant des discours et en  
22 dirigeant des activités de propagande et de formation politique.  
23 Sur cette base, selon la décision de renvoi, Nuon Chea est  
24 également accusé d'avoir planifié, ordonné, incité à commettre,  
25 aidé et encouragé à commettre les crimes faisant l'objet du

1 premier procès dans le dossier numéro 002 ou, à titre  
2 subsidiaire, d'en être responsable en tant que supérieur  
3 hiérarchique.

4 La Chambre considère que Nuon Chea a apporté une contribution  
5 significative à la réalisation du projet commun de par sa  
6 participation à l'élaboration des politiques et aux activités de  
7 propagande, d'éducation et de formation. Il a de cette manière  
8 pris part à la conception, la planification, la diffusion et la  
9 mise en œuvre du projet commun.

10 [10.00.52]

11 En tant que membre de plein droit du Comité permanent et du  
12 Comité central, Nuon Chea était un protagoniste majeur  
13 responsable de l'élaboration des politiques du Parti. Il a  
14 participé à des réunions lors desquelles il a été décidé  
15 d'évacuer de force des habitants de Phnom Penh et de procéder à  
16 d'autres déplacements forcés de populations.  
17 Avant et durant la période du Kampuchéa démocratique, Nuon Chea  
18 s'est consacré à la propagande et à la formation des cadres  
19 khmers rouges. Il a ainsi présidé et animé un certain nombre de  
20 réunions, d'activités de formation et de sessions d'étude. Il a  
21 aussi joué un rôle décisif dans la publication de la revue  
22 "Étendard révolutionnaire". Par le biais de cette revue et de ses  
23 discours et déclarations publiques, Nuon Chea a contribué à  
24 opérer parmi la population une distinction entre les paysans  
25 formant le Peuple de base et le Peuple nouveau, constitué des

1    citadins, et il a semé les germes de la méfiance envers ces  
2    derniers parmi les cadres et la population rurale.

3    [10.02.12]

4    La Chambre considère que Nuon Chea a contribué de manière  
5    significative à la réalisation du projet commun et qu'il était  
6    animé de l'intention d'y contribuer par ses actes. Il a partagé  
7    avec les autres participants à l'entreprise criminelle commune  
8    l'intention de commettre les crimes qui en résultaient. De  
9    surcroît, dès lors qu'il a contribué à élaborer la ligne du Parti  
10   relative à la lutte des classes ainsi que les mesures dirigées  
11   contre les anciens fonctionnaires et soldats de la République  
12   khmère, la Chambre est également convaincue qu'il était animé, au  
13   même titre que les autres participants à l'entreprise criminelle  
14   commune, de l'intention discriminatoire, qui est un élément  
15   requis pour que puisse être retenu contre lui le crime de  
16   persécution pour motifs politiques, à raison des faits survenus  
17   durant les phases 1 et 2 des déplacements de population.

18   [10.03.12]

19   Au vu de ce qui précède, la Chambre est convaincue que Nuon Chea  
20   a, en tant que participant à une entreprise criminelle commune,  
21   commis les crimes contre l'humanité de meurtre, persécution pour  
22   motifs politiques et autres actes inhumains sous la forme,  
23   notamment, de transferts forcés et d'atteintes à la dignité  
24   humaine durant la phase 1 des déplacements de populations, des  
25   crimes contre l'humanité de persécution pour motifs politiques et

1 autres actes inhumains sous la forme, notamment, de transferts  
2 forcés et d'atteintes à la dignité humaine durant la phase 2 des  
3 déplacements de populations et les crimes de meurtre et  
4 d'extermination sur le site de Tuol Po Chrey. Elle est en outre  
5 également convaincue qu'il a planifié, ordonné, incité à  
6 commettre, aidé et encouragé à commettre les crimes  
7 susmentionnés.

8 Considérant toutefois que la participation de Nuon Chea à  
9 l'entreprise criminelle commune englobe la totalité du  
10 comportement sur lequel reposent les conclusions auxquelles elle  
11 est parvenue en ce qui concerne ces dernières formes de  
12 responsabilité, la Chambre ne déclarera donc Nuon Chea coupable  
13 de la commission de ces crimes qu'en raison de sa participation à  
14 une entreprise criminelle commune.

15 [10.04.26]

16 S'agissant des crimes pour lesquels la Chambre estime que la  
17 commission en tant que participant à une entreprise criminelle  
18 commune n'a pas été visée dans les poursuites telles qu'énoncées  
19 dans la décision de renvoi, la Chambre est convaincue que Nuon  
20 Chea a planifié, ordonné, incité à commettre, aidé et encouragé à  
21 commettre les crimes contre l'humanité d'extermination durant les  
22 phases 1 et 2 des déplacements de populations, persécutions pour  
23 les motifs politiques sur le site de Tuol Po Chrey et autres  
24 actes inhumains sous la forme de disparitions forcées durant la  
25 phase 2 des déplacements de populations.

1 La Chambre a de surcroît considéré que la responsabilité de Nuon  
2 Chea était engagée à la fois sur la base d'une responsabilité  
3 directe, mais aussi en tant que supérieur hiérarchique pour  
4 l'ensemble des crimes commis durant les phases 1 et 2 des  
5 déplacements de populations ainsi que pour ceux commis sur le  
6 site de Tuol Po Chrey, sous la forme d'exécutions.  
7 Ayant retenu la responsabilité directe de l'Accusé, la Chambre ne  
8 prononcera pas de déclaration de culpabilité en sa qualité de  
9 supérieur hiérarchique. La position de l'Accusé dans la  
10 hiérarchie sera en revanche prise en considération dans le cadre  
11 de la détermination de la peine.  
12 [10.05.45]  
13 Rôles et fonctions de Khieu Samphan.  
14 Khieu Samphan, alias Hem... Hem ou Nan, est né le 27 juillet 1931,  
15 dans la commune de Cheach ou Rumchek, district de Rumduol,  
16 province de Svay Rieng. Il a entamé des études de droit à Phnom  
17 Penh, puis, en 1953, il s'est rendu en France en tant que  
18 boursier du gouvernement cambodgien, pour y suivre des études de  
19 droit et d'économie. À Paris, Khieu Sampan a adhéré au Cercle  
20 marxiste créé avant son arrivée en France et régulièrement  
21 fréquenté par des étudiants khmers, dont Ieng Sary, Pol Pot, Ieng  
22 Thirith et Son Sen. Il en est devenu le responsable après le  
23 départ de Ieng Sary. Comme les autres membres du cercle, Khieu  
24 Samphan a adhéré au Parti communiste français. Il a aussi été  
25 président de l'Union des étudiants khmers. En 1959, Khieu Samphan

1 a soutenu sa thèse de doctorat, intitulée "L'Économie du Cambodge  
2 et ses problèmes d'industrialisation".

3 En 1962, après être rentré au Cambodge, Khieu Samphan a été élu  
4 député à l'Assemblée nationale et nommé Secrétaire d'État au  
5 Commerce. Dès le début des années soixante, il avait des contacts  
6 officieux avec de hauts responsables du PCK. Khieu Samphan est  
7 devenu membre candidat du Comité central du PCK en 1971 et membre  
8 de plein droit de celui-ci en 1976.

9 [10.07.54]

10 En 1970, il a été nommé vice-président du FUNK et commandant en  
11 chef des Forces armées de libération nationale du peuple du  
12 Kampuchéa. En réalité, il n'exerçait aucun pouvoir dans le  
13 domaine militaire, et c'était Pol Pot qui était en charge des  
14 FALNPK. Khieu Samphan a aussi occupé les postes de vice-premier  
15 ministre et de ministre de la Défense nationale au sein du GRUNK.  
16 Après la chute de Phnom Penh en avril 1975, Khieu Samphan a  
17 conservé ses postes de vice-premier ministre, de ministre de la  
18 Défense nationale et son titre de commandant en chef des FALNPK  
19 et, de ce fait, il a continué à assumer certaines fonctions  
20 diplomatiques, notamment en accueillant des délégations  
21 étrangères en visite au Cambodge et en conduisant des délégations  
22 cambodgiennes se rendant à l'étranger.

23 En avril 1976, Khieu Samphan a été désigné Président du Présidium  
24 de l'État, un rôle qui était largement symbolique et ne lui  
25 conférait aucun pouvoir exécutif. En tant que Président du

1   Présidium de l'État, il a continué à assumer des fonctions  
2   diplomatiques et protocolaires.

3   [10.09.28]

4   Khieu Samphan n'a jamais été officiellement membre du Comité  
5   permanent du PCK, mais il a activement participé à certaines de  
6   ses réunions. En octobre 1975, le Comité permanent a confié à  
7   Khieu Samphan la responsabilité du front et du Gouvernement  
8   royal, du commerce, des listes et des prix. Vers le mois  
9   d'octobre 1975, Khieu Samphan est devenu l'un des deux membres du  
10   Bureau 870, qui supervisait la mise en œuvre des décisions du  
11   Comité permanent.

12   La Chambre considère toutefois qu'il n'est pas établi que Khieu  
13   Samphan ait été à un quelconque moment Président du Bureau 870  
14   comme cela a été allégué. La Chambre considère que les rôles  
15   assumés par Khieu Samphan durant la période du Kampuchéa  
16   démocratique démontrent qu'il jouissait de la confiance des  
17   autres membres du Centre du Parti. En dépit de la longue liste de  
18   titres qu'il portait, les éléments de preuve versés au dossier  
19   donnent à penser que le pouvoir que détenait Khieu Samphan dans  
20   le domaine de la prise de décision était principalement limité  
21   aux questions liées à l'économie et au commerce extérieur.

22   [10.10.50]

23   Toutefois, en raison du rang élevé qui était le sien, il exerçait  
24   une autorité et une influence plus larges. En raison de sa  
25   participation aux réunions du Comité central et du Comité

1 permanent, de son travail au sein du Bureau 870, de ses liens  
2 étroits et constants avec les autres dirigeants du PCK, de la  
3 supervision par ses soins de l'action du Comité du commerce et de  
4 la teneur des discours qu'il prononçait, il y a lieu à retenir  
5 qu'il avait connaissance des politiques arrêtées par le PCK et  
6 qu'il avait accès aux informations relatives à la situation  
7 générale qui prévalait au Cambodge.

8 La responsabilité pénale de Khieu Samphan.

9 Selon la décision de renvoi dans ses dispositions pertinentes  
10 telles que limitées à la portée du dossier 002/01, Khieu Samphan  
11 est accusé d'avoir, en tant que participant à une entreprise  
12 criminelle commune, commis les crimes suivants: crimes contre  
13 l'humanité de meurtre, de persécution pour motifs politiques et  
14 d'autres actes inhumains sous la forme, notamment, de transferts  
15 forcés et d'atteintes à la dignité humaine durant la phase 1 des  
16 déplacements de populations; crimes contre l'humanité de  
17 persécution pour motifs politiques et d'autres actes inhumains  
18 sous la forme, notamment, de transferts forcés et d'atteintes à  
19 la dignité humaine durant la phase 2 des déplacements de  
20 populations; enfin, crimes contre l'humanité de meurtre et  
21 d'extermination, à raison des exécutions des anciens soldats et  
22 fonctionnaires de la  
23 République khmère sur le site de Tuol Po Chrey.

24 [10.12.17]

25 Selon la décision de renvoi, Khieu Samphan a délibérément

1 participé ou contribué à la planification et à la mise en œuvre  
2 du projet commun qui a résulté en la commission de ces crimes  
3 et/ou en a impliqué la perpétration, aussi bien avant que durant  
4 la période du Kampuchéa démocratique.

5 Il est allégué dans la décision de renvoi qu'en raison des  
6 positions qui étaient les siennes durant cette période, notamment  
7 celles de membres du Comité central du PCK et de membres du  
8 Bureau 870, Khieu Samphan a assisté et a pris la parole à des  
9 réunions, notamment celles du Comité permanent, lors desquelles  
10 la ligne politique était examinée et diffusée. Il a aussi fait  
11 des déclarations publiques, mené des activités diplomatiques et  
12 pris part à l'animation de sessions d'endoctrinement, manifestant  
13 ainsi son adhésion au projet commun et permettant sa diffusion  
14 tant sur la scène internationale qu'à l'intérieur du pays.

15 Il est aussi allégué dans la décision de renvoi, sur la base de  
16 ce qui précède, que l'Accusé a planifié, ordonné, incité à  
17 commettre, aidé et encouragé à commettre tous les crimes relevant  
18 de la portée du premier procès dans le cadre du dossier 002 ou, à  
19 titre subsidiaire, est responsable de ces crimes à titre de  
20 supérieur hiérarchique.

21 [10.13.42]

22 La Chambre est convaincue que Khieu Samphan a apporté une  
23 contribution significative à la réalisation du projet commun et  
24 qu'il était animé de l'intention d'y contribuer par ses actes.

25 Khieu Samphan a assisté aux réunions du Comité permanent et du

1 Comité central et aux congrès du Parti, où le projet commun et  
2 les politiques du Parti ont été planifiés et mis au point. Il a  
3 assisté et est intervenu à des réunions de formation où des  
4 explications et des instructions concernant le projet commun et  
5 les politiques ont été dispensées.

6 Khieu Samphan était présent à B-5, en compagnie d'officiers de  
7 l'armée, durant l'offensive finale contre Phnom Penh. Il s'est  
8 adressé à diverses reprises aux combattants par la radio. Il  
9 occupait des postes dans le domaine économique, où, s'appuyant  
10 sur son expérience et sur sa formation, il a mis en œuvre des  
11 éléments du projet commun se rapportant au commerce, aux  
12 importations, aux exportations et aux échanges. Il a fait des  
13 déclarations publiques dans lesquelles il a souscrit au projet  
14 commun et aux politiques arrêtées, encourageant chacun à édifier  
15 et à défendre le pays selon la ligne du Parti.

16 [10.15.04]

17 Enfin, tant dans son rôle de chargé de la liaison avec Norodom  
18 Sihanouk et... qu'en tant que diplomate, Khieu Samphan justifiait,  
19 défendait et faisait les éloges du projet commun et des  
20 politiques arrêtées, ralliant, tant au Cambodge qu'à l'étranger,  
21 un soutien en faveur des Khmers rouges et permettant la mise en  
22 œuvre secrète et pratiquement sans entrave du projet commun au  
23 moyen de politiques radicales. Il partageait avec les autres  
24 participants à l'entreprise criminelle commune l'intention que  
25 ces crimes soient commis.

1 La Chambre est donc convaincue que Khieu Samphan, par le biais  
2 d'une participation à une entreprise criminelle commune, a commis  
3 les crimes contre l'humanité de meurtre, de persécution pour  
4 motifs politiques et d'autres actes inhumains sous la forme,  
5 notamment, de transferts forcés et d'atteintes à la dignité  
6 humaine durant la phase 1 des déplacements de population, de  
7 persécution pour motifs politiques et d'autres actes inhumains  
8 sous la forme, notamment, de transferts forcés et d'atteintes à  
9 la dignité humaine durant la phase 2 des déplacements de  
10 population et les crimes de meurtre et d'extermination sur le  
11 site de Tuol Po Chrey.

12 La Chambre est aussi parvenue à la conclusion que l'Accusé a  
13 planifié, incité à commettre, aidé et encouragé à commettre les  
14 crimes susmentionnés durant les phases 1 et 2 des déplacements de  
15 population et sur le site de Tuol Po Chrey.

16 [10.16.41]

17 Considérant toutefois que la participation de l'Accusé à  
18 l'entreprise criminelle commune englobe la totalité du  
19 comportement sur lequel reposent ces conclusions auxquelles elle  
20 est parvenue en ce qui concerne ses dernières formes de  
21 responsabilités, la Chambre ne déclarera donc Khieu Samphan  
22 coupable de la commission de ces crimes qu'à raison de sa  
23 participation à une entreprise criminelle commune.

24 S'agissant des crimes pour lesquels la Chambre estime que la  
25 commission en tant que participant à une entreprise criminelle

1 commune n'a pas été visée par les poursuites telles qu'énoncées  
2 dans la décision de renvoi, la Chambre est convaincue que Khieu  
3 Samphan a planifié, incité à commettre, aidé et encouragé à  
4 commettre les crimes d'extermination durant les phases 1 et 2 des  
5 déplacements de population, de persécution pour motifs politiques  
6 sur le site de Tuol Po Chrey et d'autres actes inhumains sous la  
7 forme de disparitions forcées durant la phase 2 des déplacements  
8 de population.

9 [10.17.43]

10 La Chambre n'est pas convaincue que Khieu Samphan ait détenu  
11 suffisamment de pouvoir pour donner l'ordre de commettre les  
12 crimes reprochés. Elle dit qu'en conséquence il n'y a pas lieu de  
13 retenir sa responsabilité pour en avoir ordonné la commission.

14 En outre, compte tenu de la totalité des éléments de preuve  
15 produits devant elle, la Chambre considère qu'il n'est pas établi  
16 que Khieu Samphan ait exercé sur les auteurs des crimes reprochés  
17 un contrôle effectif, au sens où ce contrôle lui aurait permis de  
18 prendre des décisions et des mesures pour empêcher la  
19 perpétration des crimes reprochés ou en punir les auteurs.

20 Par conséquent, la Chambre dit qu'il n'y a pas lieu de retenir la  
21 responsabilité pénale de Khieu Samphan en tant que supérieur  
22 hiérarchique.

23 Réparations allouées aux parties civiles.

24 Au total, 3 869 personnes ont été reçues en leur constitution de  
25 parties civiles dans le cadre du dossier 002. Au stade du procès,

41

1 ces parties civiles ont formé un collectif représenté par deux  
2 coavocats principaux.

3 [10.18.47]

4 La Chambre relève que les deux accusés poursuivis dans le cadre  
5 du dossier 002 ont été déclarés indigents.

6 Le Règlement intérieur donne aux coavocats principaux pour les  
7 parties civiles la possibilité de demander à la Chambre de  
8 première instance de reconnaître des projets spécifiques comme  
9 constituant des mesures de réparation appropriées. Des projets  
10 ont ainsi été élaborés ou identifiés en coopération avec la  
11 Section d'appui aux victimes afin de reconnaître le préjudice  
12 subi par les parties civiles en conséquence de la commission des  
13 crimes visés dans le premier procès du dossier 002 et d'accorder  
14 aux parties civiles des avantages qui répondent à ce préjudice.  
15 Dans le dossier 002/01, les coavocats principaux pour les parties  
16 civiles ont demandé à la Chambre de première instance de  
17 reconnaître 13 projets comme constituant des mesures de  
18 réparation appropriées.

19 [10.19.52]

20 La Chambre considère qu'en raison des crimes dont les accusés ont  
21 été déclarés coupables, les parties civiles et un nombre très  
22 élevé d'autres victimes ont subi un dommage incommensurable sous  
23 la forme, notamment, de souffrances physiques, de dommages  
24 matériels, d'atteintes à la dignité et de traumatismes  
25 psychologiques résultant de la perte de membres de leurs familles

1 ou de proches.

2 La Chambre de première instance décide d'approuver les projets  
3 suivants: l'instauration d'une journée nationale des mémoires;  
4 l'édification à Phnom Penh d'un mémorial en hommage aux victimes  
5 des évacuations forcées; le projet de témoignage thérapeutique;  
6 le projet relatif aux groupes d'entraide; le projet d'exposition  
7 permanente; le projet d'exposition itinérante et le projet  
8 éducatif; la rédaction d'un chapitre complémentaire, à insérer  
9 dans un manuel scolaire cambodgien, sur les déplacements forcés  
10 de population et les exécutions de Tuol Po Chrey; l'édification  
11 d'un centre d'apprentissage de la paix; l'édition d'un livret sur  
12 les faits visés par le premier procès du dossier 002 et la  
13 participation des parties civiles; l'édition et la diffusion du  
14 jugement rendu au terme du dossier 002/01, dans la version  
15 complète et sa version résumée; publication des noms des parties  
16 civiles sur le site Internet des CETC.

17 [10.21.28]

18 La Chambre considère que des garanties suffisantes de financement  
19 et de collaboration ont été obtenues aux fins de la mise en œuvre  
20 de ces projets. Toutes les précisions afférentes à ces derniers  
21 figurent dans le jugement.

22 En ce qui concerne enfin les deux derniers projets, à savoir  
23 l'initiative pour des mémoriaux publics et l'édification d'un  
24 monument en mémoire des victimes du régime des Khmers rouges pour  
25 les Cambodgiens de France, bien que les mesures de réparation

1    ainsi sollicitées peuvent répondre de façon appropriée aux  
2    dommages subis par les victimes et constituer des réparations  
3    collectives et morales, la Chambre de première instance ne  
4    s'estime pas en mesure de les approuver. Elle considère en effet  
5    que les informations communiquées au sujet des mémoriaux dont  
6    l'édification est envisagée au Cambodge... les informations ne  
7    sont pas suffisamment détaillées, notamment en ce qui concerne  
8    les emplacements envisagés et l'obtention de l'aval de tiers  
9    susceptibles d'être concernées. Elle juge également, dans le cas  
10   des deux projets, que l'existence de garantie de financement  
11   suffisante n'a pas été pleinement démontrée.

12   [10.23.16]

13   Dispositif.

14   Voilà qui met fin au résumé du jugement rendu par la Chambre de  
15   première instance.

16   Le Président va à présent donner lecture du dispositif.

17   Accusés, veuillez vous lever.

18   (Courte pause)

19   Monsieur Nuon Chea, veuillez vous lever.

20   M. NUON CHEA:

21   (Intervention non interprétée: microphone fermé)

22   M. LE PRÉSIDENT:

23   En raison de son âge et de ses problèmes de santé, Nuon Chea ne  
24   peut se lever pour entendre le dispositif. La Chambre lui permet  
25   donc de demeurer assis et d'écouter le prononcé du dispositif.

1 En application des articles 5, 29nouveau et 39nouveau de la Loi  
2 relative aux CETC, la Chambre de première instance reconnaît  
3 l'accusé Nuon Chea coupable des crimes contre l'humanité  
4 d'extermination, englobant le meurtre, persécution pour motifs  
5 politiques et autres actes inhumains sous la forme de transferts  
6 forcés, de disparitions forcées et d'atteintes à la dignité  
7 humaine commis sur le territoire du Cambodge entre le 17 avril  
8 1975 et décembre 1977.

9 [10.25.07]

10 En application des articles 5, 29nouveau et 39nouveau de la Loi  
11 relative aux CETC, la Chambre de première instance reconnaît  
12 l'accusé Khieu Samphan coupable des crimes contre l'humanité  
13 d'extermination, englobant le meurtre, persécution pour motifs  
14 politiques et autres actes inhumains sous la forme de transferts  
15 forcés, de disparitions forcées et d'atteintes à la dignité  
16 humaine commis sur le territoire du Cambodge entre le 17 avril  
17 1975 et décembre 1977.

18 La Chambre de première instance a pris en considération la  
19 gravité des crimes dont les accusés ont été reconnus coupables,  
20 les circonstances aggravantes et atténuantes pertinentes ainsi  
21 que les dépositions des témoins entendus au sujet de la  
22 personnalité de Khieu Samphan. Pour déterminer la peine devant  
23 être prononcée en l'espèce, la Chambre a également tenu compte  
24 des dispositions de l'arrêt rendu par la Chambre de la Cour  
25 suprême en ce qui concerne la peine prononcée dans le dossier

1    numéro 001 ainsi que de la jurisprudence des tribunaux  
2    internationaux ayant trait à la détermination de la peine pour  
3    des crimes commis à grande échelle.

4    La Chambre condamne l'accusé Nuon Chea à une peine de réclusion  
5    criminelle à perpétuité.

6    La Chambre condamne l'accusé Khieu Samphan à une peine de  
7    réclusion criminelle à perpétuité.

8    [10.27.05]

9    La Chambre relève que Nuon Chea a été en détention provisoire dès  
10   le 19 septembre 2007, que Khieu Samphan l'a été à compter du 19  
11   novembre 2007 et que les deux accusés ont été maintenus en  
12   détention provisoire jusqu'au prononcé du jugement et de la  
13   peine, soit le 7 août 2014.

14   Ce jugement est prononcé en audience publique dans la salle  
15   d'audience principale des CETC.

16   Conformément au Règlement interne, le présent jugement est  
17   susceptible d'appel.

18   Compte tenu de la gravité des crimes pour lesquels les accusés  
19   ont été condamnés et sous réserve d'une ordonnance de la Chambre  
20   de la Cour suprême, Nuon Chea et Khieu Samphan sont maintenus en  
21   détention jusqu'à ce que le présent jugement devienne définitif.

22   L'audience est maintenant levée.

23   Il est demandé au personnel de sécurité d'emmener les condamnés  
24   Nuon Chea et Khieu Samphan au centre de détention.

25   LE GREFFIER:

*Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens  
Chambre de première instance – Prononcé du jugement, dossier n° 002/01  
Affaire n° 002-01/19-09-2007-CETC/CPI  
7 août 2014*

46

1      Veuillez vous lever.

2      (Levée de l'audience: 10h28)

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25